

Une publication de l'Institut international de développement durable

Dimanche 5 février 2023 | En ligne sur: enb.iisd.org/international-marine-protected-areas-congress-impac5

Faits marquants de l'IMPAC5 : Samedi 4 février 2023

Alexandra Dostal, Sous-Ministre Adjointe, Secteur des écosystèmes aquatiques, Pêches et Océans Canada, a souhaité la bienvenue aux participants. Minna Epps, Directrice de l'équipe Océan de l'UICN, a souligné l'importance de protéger les côtes ainsi que la haute mer.

Ruth Mthembu, Militante des jeunes pour les océans, a parlé de sa volonté de protéger les océans, le « plus grand rassembleur du monde », et a rappelé aux participants que protéger le bien-être humain signifie protéger les océans.

Aulani Wilhelm, Vice-Présidente principale aux océans, Conservation International, en poste à la Maison Blanche des États-Unis, a cité des exemples de conservation positifs dans la construction d'Aires marines protégées (AMP) à divers endroits du globe, en particulier grâce à la reconnaissance des droits fonciers des peuples autochtones et des communautés locales.

Cristina Mittermeier, écologiste, Sea Legacy, a souligné que le bon récit peut tout changer « parce que, sans récits, l'océan se meurt en silence ». Elle a souligné que « 30 sur 30 » n'est pas un chiffre magique mais plutôt un objectif, et a appelé le Canada à créer des AMP placée sous haute et pleine protection.

Faire du 30x30 une réalité : leçons tirées de la mise en réseau des AMP au sein d'un portefeuille marin mondial

Gabriella Balfour-Church a animé la séance. Zau Lunn, de Flore et Faune International (FFI), a dévoilé l'expérience du



Aulani Wilhelm, Vice-Présidente principale aux océans à Conservation International

Myanmar et les avantages de l'autonomisation des communautés par la participation et la collaboration pour conserver les ressources et les moyens de subsistance en désignant des « zones marines gérées localement ». Tanguy Nicolas, du Réseau de communauté côtières de Tanzanie MWAMBAO, a fait une présentation sur les AMP communautaires en soulignant à quel point cette approche offre une opportunité majeure d'accroître la gestion durable de toutes les AMP.

Luisa Madruga, de FFI, a présenté le premier réseau d'AMP dans le golfe de Guinée, en évoquant les suspicions initiales vis-



Le *Bulletin de l'IMPAC* est une publication de l'Institut international de développement durable (IIDD), <info@iisd.ca>, qui publie également le *Bulletin des Négociations de la Terre (ENB)* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Tanya Rosen, Maria Ovalle, Jose F. Pinto-Bazurco, Ph.D. et Mika Schroder. Édition numérique : Anastasia Rodopoulou. Éditrice : Leila Mead <leila@iisd.net>. Version française : Alexandra Lefevre. Le gouvernement du Canada a fourni un financement spécifique pour la couverture ENB de cette réunion. L'IIDD peut être contacté au 111 Lombard Avenue, Suite 325, Winnipeg, Manitoba R3B 0T4, Canada; tel : +1-204-958-7700; fax : +1-204-958-7710. Les contenus publiés dans le *Bulletin* sont de l'unique responsabilité de leurs auteurs et ne peuvent en aucun cas être considérés comme exprimant le point de vue de l'IIDD ou de ses financeurs. Des extraits du *Bulletin* peuvent être repris dans d'autres publications avec la mention académique appropriée. Des exemplaires numériques du *Bulletin* (au format HTML) sont diffusés via des listes de distribution par courriel et sont disponibles sur la plateforme <https://enb.iisd.org/>. Pour toute information relative au *Bulletin*, y compris pour toute demande de couverture d'événements par nos services, contactez la Directrice de l'ENB, Lynn Wagner, Ph.D. <lwagner@iisd.org>. L'équipe de l'ENB présente à l'IMPAC5 est joignable au courriel suivant <tanya@iisd.net>.



Luisa Madruga, Faune et Flore International

à-vis des AMP à São Tomé-et-Principe, et l'importance d'inclure des fonctionnaires publics dans les réunions de consultation communautaire. Un membre de l'auditoire a néanmoins signalé le risque que les membres des communautés hésitent à parler en présence de tels agents.

Henry Duffy, de FFI, a parlé de la création d'AMP au Cambodge, en mettant l'accent sur les dommages écologiques causés par la pollution plastique et le chalutage, et en citant les leçons apprises, notamment : la planification d'un avenir sans financement des donateurs, les forces et limites des patrouilles dirigées localement, la législation propice, et la gouvernance intersectorielle des AMP.

Travailler ensemble pour protéger les AMP

Kevin McNamee et Jenna Boom, de Parcs Canada, ont partagé les leçons apprises dans la mise en place d'une frontière inuite au Canada grâce à des négociations avec le gouvernement pour résilier les baux accordés à Shell. Francheska Krysiak, de Parcs Canada, a parlé du processus d'approbation de certaines activités dans les AMP canadiennes, y compris l'autorisation d'engins de contact avec le fond marin. Siyabonga Dzulisa, du Département des forêts, de la pêche et de l'environnement, Afrique du Sud, a expliqué la contribution d'un réseau de 20 AMP en Afrique du Sud au réseau mondial, en soulignant la complexité de la gestion des différentes activités océaniques, telles que la pêche, le tourisme et l'exploitation minière, de concert avec les classes politiques. Alejandra Villalobos, de Friends Cocos Island, a évoqué les leçons tirées du processus quinquennal d'expansion des AMP sur l'île Cocos au Costa Rica, en soulignant l'importance des dialogues participatifs impliquant différents acteurs, tels que les ONG, l'industrie de la pêche, les gouvernements et les universités.

Gestion communautaire des récifs coralliens et des zones de conservation

Laurel McIvor, de Parcs Canada, a animé la séance. Pablo Caldas, de Conservation International, a présenté les efforts communautaires de conservation des coraux à San Andrés,

en Colombie, y compris les pépinières de coraux à grande échelle et les activités de plantation, associées au renforcement des capacités et à la certification des jardiniers de coraux communautaires. Gabriela Nava, d'Oceanus, a commencé par rappeler au public que les coraux soutiennent environ 25 % des habitants des océans en fournissant nourriture et abri, et que 30 % du parc corallien mondial a été perdu au cours des 50 dernières années. Présentant les travaux menés au Mexique, elle a évoqué les efforts pour lutter contre la fragmentation des colonies de récifs grâce, *entre autres*, aux pépinières de coraux, à l'amélioration de la reproduction et à la création de réseaux d'équipes locales, en signalant une récupération des coraux allant jusqu'à 30 % dans certaines zones.

Neha Acharya-Patel, de l'Université de Victoria, Canada, a présenté ses recherches sur les alternatives aux méthodes traditionnelles de biosurveillance pour évaluer la santé et l'abondance des espèces de poissons de récif dans les eaux côtières de la Colombie-Britannique. Rohman Sulisyati, du Parc national de Karimunjawa, Indonésie, a présenté les efforts visant à limiter les impacts négatifs du tourisme de plongée sur le site du Karimunjawa dans les mers de Java, y compris la mise en place d'un système d'ouverture-fermeture. Certaines questions du public portaient sur les enseignements tirés du renforcement des capacités, de la réduction des impacts du tourisme de plongée et de l'adaptabilité des méthodes de biosurveillance à l'échelle de l'intendance communautaire.

Mettre les plans en action : Comment les Premières nations et les partenaires provinciaux de la Colombie-Britannique mettent en œuvre quatre plans spatiaux marins dans le cadre du Partenariat pour la planification spatiale marine

Meaghan Calacari-Campbell, Fondation Gordon et Betty-Moore, a animé la séance. Charlie Short, du Ministère des terres, de l'eau et de l'intendance des ressources, a donné un aperçu de l'élaboration de quatre plans spatiaux marins, y compris leur zonage spatial et leurs priorités de mise en œuvre régionale. Rich Chapple, de l'Alliance pour les ressources autochtones de la côte centrale (CCIRA), a souligné que les « gardiens surveillants » étaient l'un des points forts de la mise en œuvre des plans



Kyle Clifton, Coordinnateur de l'évaluation environnementale, Première Nation Gitga'at

spatiaux marins dans le cadre du Partenariat pour la planification spatiale marine.

Kyle Clifton, Coordonnateur d'évaluation environnementale de la Première Nation Gitga'at, a souligné que les plans offrent la possibilité d'intégrer les connaissances côtières traditionnelles dans la gestion et de contribuer au rétablissement de la pêche à l'ormeau. Taylor Mason, CCIRA, a noté que le travail effectué dans le cadre de ce Partenariat a fourni une base solide pour d'autres travaux dans la région. Julien Braun, Haida Gwaii Marine Plan, a souligné que le renforcement des capacités était l'un des succès du Partenariat.

En ce qui concerne la mise en œuvre, Clifton a réfléchi à l'importance du dialogue pour s'assurer que les partenaires potentiels comprennent les perspectives de la communauté. Bruce Watkinson, de Gitxaala Environmental Monitoring, a souligné l'importance des Plans pour fournir une vision de référence permettant de contrer les priorités changeantes des gouvernements successifs, y compris les revirements dans leurs engagements vis-à-vis des droits des Premières Nations.

Plusieurs intervenants ont évoqué l'évolution des relations avec les acteurs économiques et le secteur de la conservation. Watkinson a rappelé des améliorations notables au fil du temps, mais a souligné que le dialogue et la collaboration dans un climat de respect doivent se poursuivre à l'avenir. Chapple a souligné la nécessité de reconnaître les principes qui guident l'intendance autochtone.

Progrès dans l'identification et la reconnaissance des AMCE en milieu marin – Premiers enseignements tirés sur leur contribution à l'objectif mondial de conservation par zone

Cette session a été animée par Imen Meliane, du PNUD. Jannica Haldin, de HELCOM, a présenté les Autres mesures de conservation efficaces par zone (AMCE) et le rôle des Conventions sur les mers régionales, avec la mer Baltique comme cas d'étude. Elle a mis en exergue l'approche intersectorielle pour développer une compréhension commune de la façon d'interpréter les critères des AMCE.

Souha El Asmi, du PNUE-PAM, a partagé l'expérience des AMCE dans la stratégie régionale post-2020 en Méditerranée. Elle a souligné le besoin d'intégrer les secteurs socio-

économiques dans la discussion en matière de conservation et de clarifier à toutes les parties prenantes les différences entre les AMP et les AMCE. Johnny Briggs, du PEW, a souligné le rôle des ONG pour faciliter l'identification des AMCE. Chloe Ready, de Pêches et Océans Canada, a présenté la réévaluation des AMCE marines du Canada au regard de lignes directrices modifiées. Felipe Paredes, du Ministère de l'environnement du Chili, a souligné la nécessité d'une meilleure compréhension de l'ensemble du processus d'identification et de reporting sur les AMCE.

Au cours de la discussion qui a suivi, les participants ont reconnu que les AMCE présentent une occasion unique pour les parties prenantes de s'impliquer dans les mesures de conservation, et ont souligné l'importance de réduire les lacunes dans les données pour identifier et surveiller les AMCE.

Conservation marine et aquaculture durable, pour les Aires marines protégées et les communautés littorales

Emmanuelle Cochen-Shacham, de l'UICN, a parlé des Normes mondiales pour les solutions axées sur la nature (SAN) établies par l'UICN. Raphaëla le Gouvello, de l'UICN, a parlé des SAN appliquées à l'aquaculture. Tiffany Walters, de l'organisation The Nature Conservancy, a évoqué des exemples d'aquaculture réparatrice offrant des avantages pour l'environnement, ainsi qu'en matière d'atténuation des changements climatiques. François Simard, de l'UICN, a animé la discussion, qui a abordé, *entre autres* : les stratégies de sensibilisation et d'éducation ; la stratégie aquacole du Chili dans ses AMP ; l'élaboration d'une réglementation en collaboration avec l'industrie; la valeur culturelle de l'aquaculture; et l'application des connaissances traditionnelles dans les étangs piscicoles hawaïens.

S'unir pour la conservation des AMP

Pippa Shepherd, de Parcs Canada, a présidé la séance. Tamlin Jefferson, de l'Université d'Auckland, a présenté ses recherches visant à évaluer les méthodologies de zonage pour aider à la prise de décision dans la conservation des océans tout en maintenant des pêcheries saines.

Sarah Enright, de l'University College Cork, a présenté son travail sur les aires protégées transfrontalières dans le Pacifique tropical oriental, en évoquant l'importance de résoudre les difficultés auxquelles sont confrontés les efforts d'harmonisation



François Simard, UICN



des différents systèmes juridiques, politiques et culturels. Elle a plaidé pour une base juridique solide qui sous-tende plus efficacement le concept de « connectivité écologique ».

Purificacio Canals, du Réseau méditerranéen des gestionnaires d'Aires marines protégées, a présenté au public les efforts de son réseau pour renforcer les liens entre les gestionnaires d'AMP, en mettant en évidence quatre stratégies clés : le partage d'informations, de connaissances et d'outils entre gestionnaires d'AMP ; le renforcement des capacités ; fournir un soutien en matière de politiques et établir un discours de plaidoyer à tous les niveaux de gouvernance ; et faciliter le financement des activités. Marce Gutiérrez- Graudiņš, de Azul, a parlé de l'importance d'élever les voix latines dans le secteur de la conservation marine pour parvenir à la justice environnementale. Elle a souligné que l'objectif de 30 millions d'ici 2030 doit être mis en œuvre de manière à protéger l'océan « avec » et non « contre » les communautés.

Géopolitique et AMP transfrontalières

Catherine Dougnac, de Wildlife Conservation Society, a parlé de l'initiative d'un réseau de la société civile pour la conservation de la mer de Patagonie, axée sur la représentativité des aires protégées au Chili, en Argentine et au Brésil, et a présenté les défis d'une protection efficace, en évoquant l'idée d'une école de management pour harmoniser les visions et échanger des perspectives communes entre les décideurs de différents pays.

Alain Pibot, de l'Office français de la biodiversité, a partagé les résultats d'une étude et d'un séminaire européen visant à comprendre comment les contextes sociologiques, historiques et géopolitiques influencent l'efficacité des protections mises en place dans 22 pays européens ayant accès au littoral.

Alvaro Alonso, du Ministère de la transition écologique de l'Espagne, a fait une présentation sur la biodiversité marine et les AMP en Espagne, en signalant l'augmentation de 1 % à 12 % d'aires protégées au cours de la dernière décennie. Il a mentionné que la multiplicité des autorités de gestion représente un défi dans l'avancement efficace de l'établissement des AMP. Victoria Gonzáles, du Projet Intemares, a évoqué la nature transfrontalière de ce projet, en notant trois composantes intégrées promues par l'UE : la pêche, les acteurs et les politiques. Elle a partagé certaines des réalisations et leçons apprises dans le cadre du projet depuis sa création en 2017.



Álvaro Alonso, Ministère de la transition écologique de l'Espagne et Victoria González, Coordinatrice du projet Intemares de Life Integrated

Les espèces migratrices sous les projecteurs

Yacqueline Montecinos, du WWF Chili, a présenté l'initiative Protecting Blue Corridors for Whales. Elle a expliqué le rôle écologique des baleines dans la réinsertion du fer dans les colonnes d'eau favorisant la séquestration du carbone phytoplanctonique et la production d'oxygène. Elle a souligné qu'au cours de sa vie, une baleine confine la même quantité de dioxyde de carbone que 1000 arbres. Elle a mis en avant l'appel massif à protéger six « couloirs bleus pour les baleines » d'ici 2030.

Raphaël Leprince, de l'Office français de la biodiversité, a souligné que l'implication des acteurs locaux dans la proposition de mesures de gestion sur la base de faits scientifiquement établis, a des résultats plus efficaces.

Dans les couloirs

Avec leurs yeux rougis d'émotion, les participants ont applaudi des images et des vidéos de faune marine à couper le souffle, avec pour fond sonore l'appel de Cristina Mittermeier à défendre les océans et cesser de se dire que « quelqu'un d'autre est probablement en train de s'en occuper, hein » (ce qui forme en anglais l'acronyme « SELFIE »). Après cette émouvante ouverture, ils se sont dispersés dans les nombreuses salles de conférence pour découvrir les derniers résultats passionnants de la recherche et de la conservation. Certaines salles étaient tellement bondées, que des participants étaient assis par terre. Dans l'un de ces rassemblements, un collectif de dirigeants et de partenaires de conservation des Premières Nations côtières a décrit comment 17 Premières Nations et la province de la Colombie-Britannique se sont rassemblées pour rédiger quatre plans infra-régionaux dans un processus centré sur la culture, le bien-être et les droits des Premières Nations. La session en a clairement inspiré beaucoup – plusieurs déclarations ont suscité des hochements de tête dans l'auditoire, et une personne a même crié « AMCE » pour seconder la déclaration d'un panéliste qui affirmait que la mise en œuvre ne doit pas attendre l'aval des gouvernements. Outre la participation des communautés à la conservation des littoraux, la protection de la haute mer était également au cœur des préoccupations de la journée, et beaucoup ont décidé de braver les conditions météo et de descendre dans la rue à l'heure du déjeuner pour protester contre les propositions actuellement négociées en matière d'exploitation minière des fonds marins.

